

CHAPITRE VIII

Mécontentement du gouvernement français de l'entrée dans le ministère mexicain de MM. Osmont et Friant. — Note du *Journal officiel*. — Lettre du général Colson. — Complications. — Le maréchal Bazaine reste au Mexique. — Dépêche du 13 septembre. — Approbation du Ministre de la Guerre. — Événements graves. — Changement d'orientation dans la politique de Maximilien. — Ministère Larès. — Échange de lettres entre l'Empereur et le commandant en chef. — Arrivée du P. Fischer. — Situation de plus en plus compromise. — Combat d'Ixmiquilpan. — Extraits du rapport du 28 septembre. — L'Empire n'a plus de partisans. — Dangers d'un plus long séjour pour l'armée. — Le maréchal Bazaine à Puebla. — Annonce du retour de l'Impératrice Charlotte.

Dès qu'il avait appris la nomination de deux officiers français comme ministres de Maximilien, Napoléon III avait nettement manifesté son mécontentement, et il l'avait exprimé dans les termes les moins ambigus au Maréchal Bazaine dans sa lettre du 31 août.

L'incident pouvait avoir une portée très grave en ce qu'il ne manquerait pas d'amener les États-Unis, dont la politique ombrageuse ne laissait rien échapper, à prendre ce prétexte pour communiquer au Cabinet de Paris quelque note désagréable. Avec un voisin aussi

susceptible, la chose était à craindre; des observations furent faites dans ce sens. Pour y répondre, et couper court à un malentendu inutile, le *Moniteur universel*, journal officiel de l'Empire, publia une lettre rappelant que, par un décret du 26 juillet, l'Empereur du Mexique avait confié le portefeuille de la Guerre au général Osmont et celui des Finances à l'intendant M. Friant : « Les devoirs militaires de ces deux chefs de service, « attachés à une armée en campagne, étant incompatibles avec la responsabilité de leurs nouvelles fonctions, ils n'ont pas été autorisés à les accepter. »

Le ministère de la Guerre était non moins net sur ce point.

Paris, 31 août 1866.

Monsieur le Maréchal,

Votre courrier daté de San-Luis de Potosi, 9 juillet, Mexico, 28, et la Vera-Cruz, 1^{er} août, est arrivé à Paris le 29 à midi. J'ai envoyé le même jour copie des dépêches les plus importantes à M. le Maréchal ministre de la Guerre, qui est allé présider son conseil général à Grenoble. J'ai reçu ce matin les éléments de la réponse, que j'ai signée en son nom et *par son ordre*.

En raison de l'importance des renseignements apportés par le courrier, je me suis empressé de le faire passer sous les yeux de l'Empereur par l'intermédiaire de M. le général Castelnau, en ce moment de service près de Sa Majesté.

Le général, en me renvoyant ces papiers, m'annonce que l'Empereur désapprouve formellement l'immixtion de M. le général Osmont et de M. l'intendant Friant dans les affaires du Mexique, en qualité de ministres l'un de la Guerre et l'autre des Finances.

Je ne puis que me borner, monsieur le Maréchal, à vous

transmettre cette communication, et, d'après ce que me dit le général Castelnau, je pense que l'Empereur vous écrit directement à ce sujet.

Nous venons de recevoir par la voie du Consulat de France à Southampton la triste nouvelle de la chute de Tampico. Cet événement est le pendant de la prise de Matamoros et n'aura pas de moins désastreuses conséquences. Il ne peut qu'augmenter encore les sérieuses préoccupations qu'inspire la situation du Mexique.

Veuillez agréer, etc.

E. COLSON.

Les instructions envoyées au Maréchal Bazaine témoignaient assez des préoccupations qui assaillaient le gouvernement français et en même temps exigeaient pour les suivre un homme connaissant la situation et capable de la dominer. Au point de vue politique, comme au point de vue militaire, les complications surgissaient, et de tous côtés les périls croissaient non plus seulement autour du trône de Maximilien, mais autour de notre armée, obligée de se replier dans un pays qui se couvrait d'ennemis aussi hardis que nombreux.

Était-ce bien le moment d'ajouter à tous ces dangers celui d'un changement dans le commandement en chef? Était-ce bien le rôle du commandant de quitter son armée et de laisser à un lieutenant le soin de diriger la retraite et de présider à l'abandon de l'œuvre entreprise?

De Paris on avait pensé, sans envisager évidemment toutes les faces de la question, que la présence du Maréchal Bazaine n'était plus nécessaire, et qu'il pouvait revenir en France quand il voudrait, en laissant

le commandement à son plus ancien divisionnaire, le général Félix Douay. Cette latitude donnée ressemblait fort à un rappel.

Le Maréchal ne s'y était point mépris, mais il avait fait au début la sourde oreille. Le désir qu'il avait peut-être au fond du cœur de prolonger son séjour au Mexique s'était trouvé d'accord avec le sentiment de son devoir et de sa responsabilité. Il ne s'était pas pressé de partir. Bien lui en avait pris, car des instructions nouvelles n'avaient pas tardé à venir modifier celles qui lui avaient été précédemment transmises. Le maréchal Randon, le premier, ainsi qu'on l'a vu plus haut, lui avait donné l'avis, dans sa lettre du 15 août, de rester jusqu'au départ de la dernière colonne.

Le Commandant en chef, heureux d'une si haute appréciation, s'était hâté d'informer son ministre qu'il suivrait le conseil donné, et il l'avait fait par le câble.

Mexico, le 13 septembre 1866.

*Le Maréchal Bazaine à S. E. le Maréchal ministre
de la Guerre, à Paris.*

Reçu la dépêche de Votre Excellence du 15 août. Votre opinion personnelle est un conseil que je suivrai, qui était dans ma manière de voir, mais je crois que l'on désire ma rentrée.

Je resterai donc jusqu'au dernier soldat, et Votre Excellence peut compter sur tout mon dévouement à mon devoir. Le courrier complètera les renseignements demandés sur chevaux, harnachements et donnera des explications sur les médisances semées pour le bien de la cause maximilienne.

BAZAINE.

On voit par cette dépêche, que les renseignements confidentiels adressés au Maréchal l'avaient éclairé sur les intentions de l'Empereur à son égard. Il n'était plus dupe de la conduite de Maximilien et de Charlotte, et il n'avait pas tout à fait tort de parler d'eux avec une certaine aigreur; d'autant qu'à ce moment ses ennemis de Mexico et de Paris avaient recommencé leurs insinuations touchant la prétendue participation au règlement de la créance Jecker. C'est à ces bruits malveillants, dont il avait été averti par son ministre, qu'il fait allusion dans les derniers mots de sa dépêche. Disons tout de suite qu'il adressa à Paris un nouveau dossier à ce sujet et qu'il n'eut pas de peine à prouver sa parfaite innocence.

Sa résolution de rester au Mexique jusqu'à la fin de l'occupation reçut de Paris la plus complète approbation. Comme il a été souvent émis des doutes à cet égard, voici deux pièces qui les dissiperont :

Paris, le 13 octobre 1866.

Monsieur le Maréchal,

Votre courrier du 8 septembre m'est parvenu le 11 octobre courant, et je me suis empressé d'en mettre les parties les plus importantes sous les yeux de l'Empereur.

Aucun fait saillant ne s'est produit depuis la date de vos précédents rapports, mais la situation générale de l'Empire ne s'est pas non plus améliorée, et elle continue à nous apparaître sous des couleurs assez sombres.

J'ai constaté avec satisfaction la continuation régulière du mouvement de concentration prescrit par Votre Excellence, mouvement que les dissidents se contentent d'observer sans rien oser entreprendre pour l'inquiéter...

... En même temps que votre courrier du 8 septembre, j'ai reçu votre dépêche télégraphique chiffrée du 13, accusant réception de la dépêche de M. le maréchal Randon en date du 15 août, et exprimant votre intention de rester au Mexique jusqu'au départ de la dernière colonne. *Cette décision, monsieur le Maréchal, étant conforme aux intentions de l'Empereur et aux instructions que vous avez reçues ultérieurement, je ne puis qu'engager Votre Excellence à y persévérer.*

Sa Majesté a daigné me communiquer votre dépêche télégraphique chiffrée du 27 septembre, ainsi que la réponse qu'Elle y a faite le 8 octobre; les ordres que nous adresse l'Empereur sont la conséquence nécessaire du programme d'ensemble qui vous a été porté par M. le général Castelnau; en m'informant, à la date de ce jour, qu'elle n'a rien à y ajouter, Sa Majesté m'invite à vous répéter qu'il faut concentrer les troupes et vous préparer à une évacuation générale pour l'hiver ou pour le printemps...

Agréé, etc.

Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, chargé par intérim du département de la Guerre,

ARMAND BÉHIC.

M. Armand Béhic écrivait dans la lettre précédente (29 septembre) :

Votre Excellence verra par ces instructions *combien il importe qu'elle conserve, pendant la dernière période de notre occupation, le commandement du corps expéditionnaire et la haute direction des affaires.* Les difficultés de la situation que va vraisemblablement traverser le Mexique, le rôle glorieux encore que l'armée française est appelée à jouer, quelles que soient les éventualités qui surgissent, *rendront jusqu'au dernier moment ce commandement digne du chef qui a conquis sur nos soldats et sur le pays lui-même une si légitime influence, et dont la main habile et ferme peut seule*

mener à bien la délicate opération de la rentrée de nos troupes.

Le gouvernement français avait en outre sagement renoncé au premier système adopté de faire rentrer l'armée en France par échelons, et il venait de décider que « l'évacuation, au lieu de s'opérer par rapatriements successifs à partir du mois d'octobre prochain, se ferait en bloc, et serait différée jusqu'au printemps¹ ».

Les complications ne cessaient point en effet, et, comme s'il n'eût pas suffi de celles qu'apportaient les ennemis armés de l'Empire, Maximilien en faisait surgir de nouvelles. A ce moment, il éprouva le besoin d'opérer dans sa politique un changement complet, et il lui imposa une nouvelle orientation.

On sait qu'il avait d'abord essayé de gouverner avec des libéraux, des membres du parti républicain, des Juaristes déguisés, et l'expérience n'avait pas été heureuse. Il avait tenté une aventure en appelant deux officiers français au ministère, et la nouvelle combinaison, désagréable pour la France, combattue par tous, n'avait point réussi. Vers le milieu de septembre, il jugea bon d'appeler au pouvoir les cléricaux, et confia le soin de former un ministère à M. Larès, qui passait avec raison pour l'âme damnée de M^{sr} La Bastida.

M. Larès, ministre de la Justice et président du Conseil, plaça M. Teofilo Marin à l'Intérieur, M. Manuel Garcia Aguirre à l'Instruction publique et aux Cultes,

1. Le Ministre de la Guerre au maréchal Bazaine (12 septembre 1866).

M. Joaquin de Mier y Cerran aux Travaux publics et Commerce. Deux sous-secrétaires d'État étaient nommés : M. Larraniza aux Finances, et le général Ramon Tavera à la Guerre.

Le programme du nouveau ministère ne laissait aucun doute sur ses tendances, comme on en peut juger par cet extrait :

On s'efforcera avec la plus grande sollicitude de rétablir la bonne intelligence entre l'Église et l'État, au moyen du Concordat avec le Saint-Siège, dans lequel on devra convenir des mesures indispensables à la répression des abus que la démoralisation générale du pays a laissés s'y introduire. Jusque-là les dispositions adoptées par le gouvernement auront pour but d'aplanir les difficultés existantes et celles qui pourront s'élever par la suite.

En raison de la gravité des préjudices causés à l'État par l'insécurité dans laquelle se trouvent les propriétés désamorties au moyen des adjudications, et de laquelle il résulte une dépréciation de leur valeur, ce point important sera traité avec le Saint-Siège, afin que dans le Concordat on convienne du mode à employer pour donner aux acquisitions une validité suffisante pour faciliter les transactions commerciales, mettre en mouvement les valeurs de cette nature, et rapporter au gouvernement tous les bénéfices dont il a été privé par la dépréciation actuelle de ces propriétés.

Le droit d'acquisition, que l'Église possède originairement, sera réglementé, quant à son exercice, conformément aux bases qui seront stipulées dans le Concordat qui sera prochainement signé avec le Saint-Siège. On arrêtera de la même manière le mode d'après lequel seront aliénés, de temps à autre, les immeubles que l'Église acquerra. Dans la même convention, on déterminera les mesures qui doivent assurer au clergé une subsistance décente.

La prompt pacification du pays étant la première de toutes les nécessités, le gouvernement se préoccupera avant tout de veiller à l'exécution rapide et énergique des lois par l'organisation de l'armée. Pour donner de la fixité et de la stabilité à la législation relative à cette branche, le code militaire, qui est terminé, sera publié le plus tôt possible.

Sous le vague voulu de ces déclarations se cachaient mal les tendances ultra-réactionnaires du nouveau ministère. Le Maréchal, qu'un long séjour au Mexique mettait à même de bien connaître les hommes politiques, ne se méprit pas un instant sur la portée du ministère Larès, et il jugea urgent « de dégager l'action de la France de toute participation à cette nouvelle évolution ». On a vu en effet que les portefeuilles de la Guerre et des Finances n'avaient point de titulaires, et restaient confiés à des sous-secrétaires d'État; on espérait toujours garder dans la combinaison MM. Osmond et Friant. Sans doute on ne les jugeait pas encore assez compromis, eux et la France, par le ministère de deux mois dans lequel ils s'étaient si maladroitement et si inutilement fourvoyés.

Le Maréchal n'entendait pas que les choses allassent plus loin. Il n'avait pas encore reçu l'expression du mécontentement de Napoléon III à cet égard, mais il le pressentait; comment tolérer que deux de nos chefs de service cumulassent leurs fonctions dans l'armée française avec des fonctions non moins importantes dans l'administration mexicaine, et cela au moment où commençaient les préparatifs de l'évacuation ?

Le Commandant en chef mit en demeure MM. Osmond et Friant de se retirer, en les invitant à donner comme prétextes à leur retraite les observations, qu'il leur avait faites maintes fois touchant l'incompatibilité de leurs doubles fonctions.

Ces deux officiers ne parurent point comprendre immédiatement la portée de ces observations, et leurs tergiversations laissèrent le temps à Maximilien d'intervenir dans ce débat :

Palais de Mexico, le 16 septembre 1866.

Mon cher Maréchal,

Je crois qu'on a surpris votre bonne foi en vous présentant la modification ministérielle comme le commencement d'une ère de réaction incompatible avec la présence de deux généraux français au milieu de leurs nouveaux collègues.

Mon passé et ma tolérance politique bien connue sont, si je ne me trompe, un gage certain que la transition sera celle que les événements demandent et digne de mes glorieux alliés et de moi.

Recevez, etc.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Cette lettre ne lui parut point assez nette, assez explicite, car quelques heures après il en adressait une seconde au Maréchal.

Mexico, le 16 septembre 1866.

Mon cher Maréchal,

Je regrette que vous mettiez MM. les généraux Osmond et Friant dans une alternative qui sera pour eux l'obligation de laisser leurs portefeuilles. Tous deux s'acquittent de

leurs fonctions à mon entière satisfaction : le premier a su se concilier les sympathies de l'armée mexicaine, le second vient d'élaborer une suite de décrets propres à augmenter les ressources, mais que lui seul peut mettre à exécution. *Si donc il est vrai que l'alliance entre mon gouvernement et le gouvernement français doive être prise pour une réalité, comme je me plais à le croire*, je désire que ces deux officiers généraux restent en fonctions, car, si je ne me trompe, il n'est pas impossible de les remplacer, provisoirement au moins, dans les charges qu'ils occupent au corps expéditionnaire.

Votre réponse me fera connaître à quel ordre d'idées je dois m'arrêter.

Recevez, etc.

MAXIMILIEN.

Le Commandant en chef ne pouvait laisser sans réponse de pareilles lettres, où perçait un ton à la fois caressant et agressif; il riposta le jour même :

... Si j'ai engagé MM. Osmont et Friant à opter entre les fonctions qu'ils remplissent auprès de Votre Majesté et celles qui leur sont assignées dans le corps expéditionnaire, c'est que l'expérience démontre chaque jour que les deux fonctions sont incompatibles, car il se produit des tiraillements tels que les divers services de l'armée en souffrent trop.

Il ne m'appartient pas d'apprécier la nuance politique que représente le nouveau cabinet; aussi n'est-ce point le motif qui m'a fait prendre une détermination.

Lors de ma rentrée à Mexico, j'ai laissé à MM. Osmont et Friant la faculté de rester auprès de Votre Majesté parce que le ministère n'était pas complètement constitué : aujourd'hui qu'il l'est, j'ai pensé qu'ils pouvaient se retirer sans amener aucun inconvénient.

Cependant, j'ai l'honneur de le répéter à Votre Majesté, *je suis tout disposé à laisser à son gouvernement le concours*

de ces Messieurs, s'ils veulent résigner les fonctions qu'ils remplissent dans le corps expéditionnaire.

C'est dans ce sens que j'ai écrit à mon gouvernement par le dernier courrier, et c'est à ce point de vue que la solution de cette affaire doit être envisagée.

Ce langage était à la fois énergique et correct. MM. Osmont et Friant comprirent enfin que leur place n'était point dans un ministère mexicain, quel qu'il fût, et ils remirent leur démission à l'Empereur. Il était temps.

Comme tous ceux qui se sentent perdus, Maximilien, sans vouloir toutefois s'avouer la gravité du péril, s'en remettait aux remèdes empiriques, et était tout prêt à se confier aux pires conseillers. Justement un homme revenait en ce moment au Mexique, qui réunissait les qualités nécessaires à ce rôle. Il était de ces aventuriers qui surgissent on ne sait d'où, qui s'imposent on ne sait comment, et qui réussissent finalement à tout compromettre, à tout perdre, et même à tout avilir dans la dégringolade d'un gouvernement.

Celui qui parut à ce moment s'appelait depuis peu le « Padre Fischer ». Il arrivait de Rome, où il avait posé les bases d'un Concordat, le seul qui semblât présenter quelques chances d'être accepté par le Saint-Siège.

Il faut avouer que la curie romaine s'était montrée vraiment de bonne composition en consentant à traiter des intérêts les plus sacrés avec un envoyé comme le père Fischer. C'était un prêtre, il est vrai, mais sa robe couvrait le plus étrange chrétien qu'on eût jamais chargé de telles négociations.

D'origine allemande, comme son nom l'indique, Fischer était venu au Mexique vers l'année 1845, enrôlé dans une troupe de colons pour le Texas. Il débuta modestement comme clerc de notaire; mais peu satisfait d'une aussi humble situation, il passa en Californie et se fit chercheur d'or. Certains disaient qu'il n'en avait pas cherché uniquement dans les gisements.

On le retrouve quelque temps après à Durango. Il était alors protestant, mais cela ne lui donnait pas une position. Il abjura, se fit baptiser et reçut les ordres. Ayant rencontré une de ses anciennes coréligionnaires, il entreprit sa conversion; mais il ne se contenta pas de l'arracher à l'hérésie, il l'enleva également à son mari, et en eut deux enfants.

Il était prêtre: cette aventure le consacra prêtre mexicain, et l'évêque de Durango l'attacha à sa personne en qualité de secrétaire. Par malheur, l'évêque avait une jeune et jolie servante qui préféra le service du secrétaire. Celui-ci fut renvoyé, et partit avec elle.

Cette disgrâce le servit. Un notable mexicain, bien en cour, M. Sanchez Navarro, s'intéressa à lui, et le présenta à Maximilien. Le père Fischer était trop intelligent, trop rusé, trop fin, pour ne pas promptement percer à jour le caractère de l'Empereur. Il l'éblouit, le séduisit et entra par la petite porte dans la grande politique. Il se trouvait là dans son élément. L'Empereur lui donna bientôt toute sa confiance, et resta longtemps le seul à ne pas s'apercevoir combien elle était mal placée.

Quand le père Fischer revint de Rome, son esprit

d'intrigue, ses habiletés de toutes sortes parurent d'un utile secours au souverain désemparé, si bien que celui-ci l'attacha à sa personne. Son influence devint toute-puissante.

Mais il fallait autre chose qu'un intrigant habile pour rétablir les affaires de l'Empire. La situation devenait de plus en plus critique. Les revers succédaient aux revers, et le 25 septembre un engagement malheureux réveillait douloureusement le souvenir des échecs de Matamoros, de Parras et de Tampico.

Les Belges sous la conduite du lieutenant-colonel Van der Smissen attaquaient Ixmiquilpan, défendu par des forces imposantes, et, malgré leurs courageux efforts, se voyaient obligés de battre en retraite, laissant sur le champ de bataille six officiers morts ou mortellement atteints. Cinq autres étaient blessés; la troupe comptait dix-neuf tués et vingt-quatre blessés. Les Belges avaient fait bravement leur devoir, et leur chef leur avait donné dignement l'exemple de la vaillance; mais les Mexicains, à force d'être battus, avaient appris à se battre.

Cet échec avait aussitôt réveillé l'hostilité des populations, jusqu'à ce jour soumises, au moins en apparence. Les Rancheros étaient sortis de leurs habitations, avaient d'abord inquiété l'avant-garde et s'étaient joints ensuite à la cavalerie qui assaillait l'arrière-garde. Maintenant ils semaient d'obstacles la marche des Belges, détruisaient les ponts, coupaient les routes, élevaient des barricades. L'Empire perdait ses derniers partisans.

Il semblait ne plus se soutenir que par la présence des baïonnettes françaises. Dès lors à quoi bon éterniser cette présence? L'expérience était faite, et les résultats en étaient concluants. Le Maréchal Bazaine transmettait à son ministre les réflexions que cette constatation lui inspirait :

...Si on a pu dire que la diminution des forces françaises au Mexique était une des causes de la décroissance du prestige impérial et avait été, de ma part, une faute militaire et politique, je suis prêt à soutenir encore et à prouver que j'étais dans le vrai.

Pour quiconque connaît le Mexique, la continuité d'une occupation étendue ne servirait qu'à entretenir les illusions des gouvernants, leur quiétude, leur confiance dans le bon vouloir d'une alliée forte, riche et puissante, dans les caisses et sur les effectifs de laquelle on persisterait à compter, sans se soucier de l'avenir.

De la part des populations, ce serait un engourdissement absolu qui ne pourrait que s'accroître, de telle sorte que lorsque, dans cinq, dix, quinze ou vingt ans, le corps d'occupation se retirerait, les terreurs se changeraient en désespoirs chez les hommes ralliés, tandis que la passion et les haines contenues par la force et par la crainte se réveilleraient plus hostiles, plus avides que jamais chez les antagonistes de l'Empire. (*Rapport politique du 28 septembre 1866.*)

Une occupation prolongée n'avait pas d'inconvénients pour le seul Mexique. On connaît cette loi de l'humanité qui donne aux autochtones une telle force que le vainqueur qui domine le vaincu en apparence en est bientôt dominé en réalité :

*Græcia capta ferum victorem cepit*¹.

1. La Grèce conquise a conquis son farouche vainqueur.

L'armée française en faisait la triste expérience, et le Commandant en chef signalait courageusement le danger à son ministre :

Je ne parle que très bas de la démoralisation qui aurait gagné notre armée elle-même. Le Mexique a des principes énervants et dissolvants tirés de son état climaterique et de son état social.

Je ne veux point traiter ici cette question, dont les funestes effets se font déjà sentir dans certains corps. Votre Excellence comprendra ma réserve à cet égard.

Pendant le mouvement de concentration se faisait sur Mexico; il importait que la grande ligne de communication entre cette ville et la mer fût libre pour que la retraite s'opérât en bon ordre. Or, des bandes commençaient à circuler non plus seulement dans les Terres-Chaudes, mais dans le territoire qui avait été le premier occupé par nos troupes et où la sécurité aurait dû être plus grande que partout ailleurs.

Le Maréchal fut informé qu'un certain colonel Rodriguez, entre autres, auquel l'*indulto* avait été accordé et qui commandait à Los Llanos, s'était emparé de Huamantla, après avoir fait massacrer un convoi de malades autrichiens qui se rendait de Perote à Puebla. Du côté de Tulancingo, des bandes nombreuses menaçaient la ville; des rassemblements considérables étaient signalés du côté de Tlasco. Enfin, plus au sud, Porfirio Diaz et Figueroa se préparaient à attaquer Oajaca. Le département de Puebla se trouvait donc ainsi inquiété au nord et au midi. Le Commandant en

chef jugea nécessaire de se transporter sur les lieux, et d'inspecter lui-même la place de Puebla et son armement.

Il quitta Mexico le 2 octobre, et, accompagné du général Clinchant, il arriva le 4 au soir dans cette ville. Depuis plusieurs mois, elle était occupée par les Autrichiens sous les ordres du général de Thun. L'intention du Maréchal était de les remplacer par des Français; il y installa le général Aymard comme commandant supérieur, et il y ramena le 51^e de ligne.

Après une pointe sur Tlascala et Atlancatépec, il rentra à Mexico. Il apprit à ce moment les bruits qui couraient du retour de l'Impératrice Charlotte.

Maximilien, soit qu'il y crût, soit qu'il voulût paraître y croire, écrivit officiellement à ce sujet au Maréchal, l'informant que « cette arrivée aurait probablement lieu du 20 au 31 de ce mois (octobre) », et, comme il désirait la recevoir personnellement au port de débarquement, il annonçait son dessein de partir prochainement à sa rencontre.

Il écrivait ceci le 4 octobre; le 9, il avait changé d'avis: il ne parlait plus de son départ et demandait seulement au Maréchal de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de l'Impératrice.

Bien qu'il sût l'échec de sa mission, il s'était repris à espérer, en apprenant l'arrivée prochaine du général Castelnau. Pour que Napoléon III eût jugé bon d'envoyer au Mexique un de ses aides de camp, il fallait que sa confiance dans le Maréchal Bazaine eût faibli. Les accusations portées contre celui-ci avaient donc

réussi: peut-être s'ensuivrait-il dans la marche des affaires un changement heureux pour l'Empire.

Dernières espérances, dernières illusions. Comme un présage de malheur, le câble lui apporta à ce moment la nouvelle de la folie de l'Impératrice.

Un revirement complet s'opéra alors dans son esprit, non le dernier toutefois, et l'aventure mexicaine entre encore dans une phase nouvelle.